



Prendre l'argent aux pauvres ! Ils en ont moins que les riches ! Mais ils sont plus nombreux !

C'est la méthode De Villepin

Contrairement à l'euphorie étalée par le 1^{er} Ministre et les membres de son Gouvernement, concernant les chiffres de l'emploi et la hausse de la croissance, la réalité vécue par les salariés est tout autre.



Peu d'emplois créés :

Il ne suffit pas de se persuader que nous allons vers un taux de 8% de chômeurs dans le pays, pour qu'il se réalise réellement.

Dans notre Département, nous sommes encore avec 10% de chômeurs, dont près de 22% de jeunes (16% au niveau national).

Ces chiffres en trompe l'œil ne résistent pas au décryptage.

- ♦ Tout d'abord le nombre de radiations des ASSEDIC s'est multiplié (+ 10% depuis la nouvelle réglementation).
- ♦ Le nombre de départs en retraite s'est accentué plus rapidement que prévu, faisant baisser artificiellement le nombre de chômeurs.

- ♦ Enfin, les embauches réalisées sont essentiellement des emplois précaires (intérim +6% en un an). En un an selon les statistiques officielles, 80% des embauches ont été des CDD.

Les CNE qui devaient être la « panacée universelle » de l'emploi ne servent qu'à supprimer les CDI/CDD et à « enfoncer » les jeunes et moins jeunes vers la précarité. 10% seulement sont des créations d'emplois.

Pour la croissance :

- ♦ Elle repose sur l'emploi précaire.
- ♦ Elle repose sur l'endettement des ménages.
- ♦ Elle repose sur la rémunération des actionnaires et non sur l'investissement.

L'embellie n'est donc pas au rendez-vous.

Cette politique développée depuis des années par le Gouvernement fait les beaux jours du patronat français.

Le Medef, lors de ses universités d'été, fin août, (re) demande la fin du SMIC, la fin des droits sociaux, syndicaux et de grève des salariés dans les entreprises. Il veut en finir avec le code du travail les conventions collectives et la Sécurité Sociale.

Les attaques patronales et gouvernementales prennent leurs origines sur le soi-disant « coût du travail » pour répondre à la concurrence qui fait rage en France et dans le monde. Attaques non fondées, la France est au 14^{ème} rang européen des salaires moyens, mais en revanche les dirigeants d'entreprises français sont eux, dans le haut du tableau.

Ce n'est donc pas au coût du travail qu'il faut s'attaquer mais aux choix du tout pour la finance.

En mettant en rapport les profits réalisés par les compagnies pétrolières (total : déjà 6,7 milliards d'€ de bénéfices, soit plus 16% par rapport au 1^{er} semestre 2005) et l'augmentation des prix du pétrole (et ses répercussions sur la population) rien ne justifie une telle envolée des prix du carburant, du fuel etc... de même que la concurrence n'est qu'un alibi pour démanteler nos services publics.

Aujourd'hui, beaucoup de salariés sont dans l'obligation d'avoir un véhicule personnel pour travailler ou rechercher un emploi, qui pourra encore l'utiliser demain ?

La prime de transport, pour ceux qui pourront en bénéficier, ne compensera jamais la hausse des carburants.

Le chauffage est une nécessité, mais qui demain pourra payer la note ?

Les réformes successives de notre système de protection sociale (retraite, maladie, chômage...) sont toutes faites au détriment de la plus grande partie de la population, quand dans le même temps le patronat obtient toujours plus d'exonérations fiscales et sociales.

Quand les profits sont là, quand l'argent ne sert qu'à enrichir les actionnaires il n'est plus tenable que les salariés paient la note de ceux qui refusent de payer ce qu'ils doivent à la société.

En décidant, une fois de plus, d'exonérer le patronat de toutes cotisations sociales sur le SMIC (25 milliards en 2005), cette mesure tend à faire pression sur l'ensemble des salaires versés aux salariés qualifiés ou non, elle fragilise les caisses de l'ensemble de la protection sociale et pèsent lourdement sur le pouvoir d'achat des salariés.

Pour le patron :

Les mesures d'exonérations au niveau du SMIC sont une véritable aubaine :

Il cherche à maintenir son personnel en dessous de vingt salariés et il a une moins d'œuvre à moindre coût.

Pour le salarié payé au SMIC :

Son pouvoir d'achat est maintenu à un faible coût, ses conditions de travail se dégradent, on ne lui rembourse plus ou moins les médicaments, on lui fait payer un euro supplémentaire le forfait hospitalier, on lui taxe un euro par acte médical etc...

Et pour tout cela on lui octroie généreusement un 1,68 € / jour !

Chercher l'erreur !!!!!!!!!!!!!!!

**L'emploi et le pouvoir d'achat sont donc au cœur de cette rentrée.
Il n'y a pas de fatalité à vivre moins bien que la génération d'hier.**

Pour répondre aux besoins d'aujourd'hui, les moyens existent (le CAC 40 bat chaque jour des records) ils doivent être réinjectés dans le maintien et le développement des emplois industriels.

Pour que chaque salarié vive correctement de son travail, il faut :

- Porter immédiatement le SMIC à 1500 €
- Revoir à la hausse les grilles de salaires
- Donner aux salariés les moyens d'intervenir, par des droits nouveaux pouvant peser sur les choix stratégiques des entreprises

**Pour construire un autre avenir
Soyons actifs dans et avec la CGT**

**Dès aujourd'hui se syndiquer à la CGT,
C'est préserver son avenir**

**Pour mes revendications, pour mes droits,
je me syndique**

avec

**la
cgt**

Gagner

c'est possible

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite :

- ☐ prendre contact
☐ me syndiquer

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :

Bulletin à retourner à ud-cgt – 26 avenue jean rondeaux 76108 rouen cedex :

tél : 02.35.58.88.60. fax : 02.35.58.88.69. – e-mail : ud76@cgt.fr

**la
cgt**